

« L'Holodomor » : La parade des irresponsables de l'Assemblée nationale



[Source : Sott.net]

Par Oleg Nesterenko

Ce mardi du 28 mars, il a été annoncé que L'Assemblée nationale française a reconnu en tant que génocide l'« Holodomor » – « la famine provoquée au début des années 1930 contre le peuple ukrainien par les autorités soviétiques », la famine qui été à l'origine de plusieurs millions de morts.

La proposition de résolution a été adoptée à la majorité écrasante des voix : 168 voix contre 2. Le texte adopté « condamne » ces actes et « affirme son soutien au peuple ukrainien dans son aspiration à faire reconnaître les crimes de masse commis à son encontre par le régime soviétique ».

Dans l'élan de solidarité, les députés émus de l'Assemblée ont fait l'appel solennel au gouvernement français à faire de même afin de « répondre à la forte attente de Kiev au sujet de ce souvenir douloureux, ravivé par l'invasion russe du pays ».

Tout de suite derrière, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a exprimé dans son tweet sa grande satisfaction et « reconnaissance envers les députés de l'Assemblée nationale pour cette décision historique ».

À noter que la loi sur l'« Holodomor » (extermination par la faim) est la reconnaissance officielle de la famine de 1932-33 en Ukraine en tant qu'un acte prémédité perpétré par le pouvoir soviétique, ayant pour objectif le génocide du peuple ukrainien, a été adoptée par Verkhovna Rada d'Ukraine le 28 novembre 2006.

Cette « reconnaissance » n'a été qu'une suite logique de la nouvelle politique ultranationaliste russophobe qui s'est instaurée en Ukraine dès la « Révolution orange » de 2004.

Le texte adopté en France avait été cosigné par des membres de sept des dix groupes politiques de l'Assemblée, à l'exception de ceux du Rassemblement national, de La France insoumise et du Parti communiste. Il est regrettable

de constater que si les « insoumis » ont refusé de prendre part au vote, estimant que si « nul ne peut nier la réalité du crime », il est nécessaire, néanmoins, de se poser la question « s'agissait-il d'exterminer le peuple ukrainien en tant que tel ? » –, le RN, de son côté, a bien joué le jeu du pouvoir actuel et a bien voté en faveur du texte. L'objectif de son action est parfaitement clair : se maintenir « dans les rangs » du politiquement correct afin de séduire davantage la masse électorale embrigadée et formatée par la propagande des médias mainstream.

Si le fait historique de la famine orchestrée par Joseph Staline (Iosif Djougashvili de son vrai nom géorgien) n'est nullement contesté par personne, y compris en Russie, il est à souligner qu'il faut être soit un ultranationaliste russophobe ukrainien, soit un inculte ou imbécile – il est difficile de donner un autre qualificatif – pour croire à ces inepties que la famine de 1932-33 était initiée et dirigée spécifiquement contre le peuple ukrainien.

En attribuant des qualificatifs particulièrement durs à des partisans de la propagande mensongère du prétendu génocide du peuple ukrainien dans les années 1930, la question qui doit bien être posée : quelle est la légitimité sur le sujet de l'auteur de ces lignes ?

Ma prise de parole est on ne peut plus légitime.

En laissant de côté le fait qu'étant par le passé dirigeant d'un institut de recherche scientifique dans le domaine de l'histoire et disposant de connaissances précises sur le sujet, appuyées sur des documents d'archives historiques, je fais, néanmoins, savoir que je suis le descendant direct de victimes qui ont laissé leur vie dans la famine en question.

En effet, mes arrières grands parents – le père et la mère de ma grand-mère, côté maternel – sont morts de faim en 1933. De même que deux de leurs quatre enfants, ma grand-mère, née en 1928, faisant partie des survivants. La grand-mère dont je me souviens me racontait dès mon enfance les horreurs de la famine qu'elle a vécues dans sa petite enfance.

Il existe, toutefois, un fait qui pose un énorme problème vis-à-vis de la « version » de l'histoire qui vient d'être adoptée par la France : les membres de ma famille sont morts dans cette famine sur un territoire qui n'a strictement rien à avoir avec l'Ukraine. Cela s'est passé sur le territoire de Russie, dans la région du Caucase du Nord.

Par ailleurs, en ce qui concerne mon grand-père, le mari de ma grand-mère mentionnée, il était ukrainien. Lui-même, de même que toute sa famille a vécu durant cette grande famine en Ukraine dans la région de Zaporojié. Et, contrairement à la famille décimée de son épouse russe, sa famille ukrainienne a bien survécu à ces années terribles sans perdre un seul de ses membres.

Les historiens dignes de ce nom savent parfaitement : de même que sur le

territoire de l'Ukraine, exactement la même famine et exactement pour les mêmes raisons a eu lieu en 1932 et 1933 non seulement dans le Caucase du Nord, mais également dans les régions russes de Basse et Moyenne Volga, dans la région de la Russie centrale, en Sibérie occidentale et méridionale et en Oural. Et non seulement dans les régions énumérées, mais également au Kazakhstan et au Kirghizistan soviétiques.

La mortalité due à cette famine a été gigantesque. Les experts ne disposent pas des chiffres précis, mais on estime le nombre de victimes de 7 à 8 millions de personnes. Il est à souligner que plus de 50 % des victimes ont trouvé la mort en dehors du territoire de l'Ukraine.

La signification de la reconnaissance par l'Assemblée nationale de cette famine en tant que génocide du peuple ukrainien n'est pas seulement une imbécillité historique dans le cadre des jeux politiques qui font honte à la France. La portée de cette décision est beaucoup plus grave. C'est la négation de l'existence de plus de 3,5 millions de morts innocents dans cette grande famine en dehors de l'Ukraine, dont les membres de la famille de l'auteur de ces lignes.

Cette « reconnaissance » des raisons qui n'ont jamais existé n'est qu'une parade des incultes et des irresponsables. Les occupants actuels de l'Assemblée nationale se montrent non pas en tant que responsables politiques, mais en tant que produits de substitution de ce que doivent être les représentants du peuple français dignes de ce nom. Ils devraient commencer à réfléchir et cesser de faire honte à leur fonction en prenant la seule décision qui sera sage pour leur cas : quitter les banquettes de l'Assemblée nationale et revenir sur les banquettes de l'école où les professeurs d'histoire essayeront de combler les trous dans leurs connaissances de l'histoire et essayeront de diminuer leur ignorance, dont la profondeur ne peut être comparée qu'à la hauteur de Chimborazo.

[À propos de l'auteur]

Oleg Nesterenko : Président du Centre de commerce et d'industrie européen, ancien directeur de l'Institut international de la reconstruction anthropologique, ancien professeur auprès des masters des Grandes Écoles de commerce de Paris.